

Qui est rebelle au Burundi?

Suite de la 2

menge (à la station de Ngagara-Kamenge) et M. Sibomana reste là tandis que le patron de la documentation continue sa route. Après avoir dépassé le siège de la zone, un rebelle court vers le véhicule qui s'arrête aussitôt pour un petit entretien, tel un ministre de la guerre en inspection de ses troupes sur le front. Dès lors, il prend un virage vers l'Est d'où il reviendra avec deux chefs rebelles. Il reprend Sibomana et retourner en ville pour des entretiens à l'hôtel Source du Nil.

La pathologie au sommet de l'Etat

Etrange Chefs de guerre! Qui donc du gouvernement et des assaillants est rebelle? Un Chef de la documentation nationale commandant les rebelles qui attaquent le régime. Pourtant le même jour (25/4/94), des roquettes étaient lancées par les rebelles sur Ngagara. M. Sibomana et Bansubiyeko ne diront rien pour les empêcher.

La pathologie au sommet de l'Etat ne s'arrête pas là.

Des négociations ont eu lieu entre S.V.P. le gouvernement et les rebelles. Le gouvernement étant représenté par Bansubiyeko et Sibomana tandis que les rebelles sont représentés par un des leurs. M. Sibomana n'a pas convaincu les télespectateurs du Mercredi 27/4/1994. L'on sait que le même gouvernement a armé, conseillé et animé les mêmes rebelles. Tenez, lors de sa visite à Kamenge le 19/4/94, le ministre Ngendahayo avait rencontré sa «population» qu'il faut appeler par son nom «rebelle» qui lui avait dit que si les militaires se retiraient, il n'y aurait plus de coups. Quand le major Nzobonimpa en compagnie du ministre et du chef de zone et des rebelles de Kamenge a voulu voir les restes du Colonel Kabwari, c'est par clin d'oeil d'un des responsables des guerriers à son chef de zone qu'on a arrêté la décision de ne pas lui montrer l'endroit où ils se trouvaient.

Comment donc expliquer que les rebelles ne sont pas des miliciens du gouvernement quand des ministres

les rencontrent sans difficulté? Pire encore c'est le même gouvernement qui les approvisionne. Tenez par exemple; ce mercredi 27/4/1994 à 17H40' M. Ngendahayo en Ranger Rover de la présidence, escortait un camion de nourritures et autres équipements qu'il avait négocié auprès d'une organisation humanitaire de la place. Une escorte de 4 véhicules (une Range Rover de Ngendahayo, une camionnette Kia à bord de laquelle se trouvaient 3 blancs et 2 Rand Rover). La destination n'était autre que chez les rebelles de Kamenge. M. Ngendahayo a dû

s'expliquer devant les militaires qui lui ont refusé de passer.

Etrange gouvernement qui alimente ceux qui tirent dessus les citoyens dont il est censé protéger! Quelle pathologie à la tête de l'Etat! Au lieu d'approvisionner son armée, il approvisionne les tueurs des citoyens que le gouvernement devrait protéger! Cher lecteur, imaginez un instant, Mobutu approvisionnant les sécessionnistes Katangais, le gouvernement espagnol alimentant le mouvement Basque, Saddam Hussein approvisionnant les Kurdes, le gouvernement Turc soute-

nant la rébellion Kurde, Mao protégeant les hommes de Tchang Kai Tchek, Fidel Castro fournissant les armes aux Baptistes, le Knesseth distribuant des armes aux palestiniens, ... etc. Ce serait de la pathologie jamais vu dans les mœurs politiques.

Qui sont les parties au conflit? Le Citoyen doit le savoir.

Ce qui est pathologique n'est pas forcément tel au Burundi car le «tribalisme pathologique» dont nous parle Lancine est le moteur de l'histoire burundaise. Ce qui fait que nourrir ce qui vous détruit entre dans la droite ligne de la logique burundaise depuis que nous sommes guidés par les «acquis mythiques de juin».

Il se pose dès lors la question de savoir qui sont réellement les combattants au Burundi. Le citoyen doit le savoir et son gouvernement doit l'en informer, d'après le droit de guerre qui définit les combattants comme toutes les unités armées et organisées placées sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés. Le commandement est donc responsable des actes commis par les personnes faisant partie de ses forces armées (art. 3 de la Convention de La Haye). Qui sont donc les parties au conflit? Qui commande à Kamenge? Qui est responsable des actes commis à l'encontre du citoyen à cause des rebelles de Kamenge? Voilà des questions que se pose le citoyen.

Les parties au conflit ne sont que le gouvernement lui-même qui se combat en luttant contre son armée. L'armée nationale sous le commandement du gouvernement combat les miliciens du même gouvernement puisque ces derniers sont en contact régulier avec les représentants du gouvernement et son armée et approvisionnés par lui-même (Voir le rôle joué par Nyangoma et les hommes de la documentation nationale). C'est curieux, mais c'est comme cela dans l'imbroglio burundais, tout est mu

REPUBLIQUE DU BURUNDI
COLLECTIF DES PARTIS POLITIQUES DE
L'OPPOSITION

COMMUNIQUE DE PRESSE

Ce dimanche 24 avril 1994, l'opinion publique de Bujumbura a été alarmée par un rumeur selon laquelle il devait y avoir un coup d'Etat. Cette rumeur a été confirmée par les hautes autorités de la République.

Après recoupement des informations de plus en plus convergentes qui nous parviennent de diverses sources, il ressort que le prétendu complot est le fruit de certains éléments proches du Parti au pouvoir, le FRODEBU, à la poursuite d'objectifs bien calculés, parmi lesquels le silence qu'il faut imposer à l'opposition et le zèle qu'il faut créer à l'armée pour faire avorter l'opération de désarmement de KAMENGE et ses environs et le retour à la paix et à la tranquillité publiques.

Cette rumeur de coup d'Etat est intervenue à l'expiration de l'ultimatum lancé par le Gouvernement aux bandes armées qui séjournent depuis quelques mois dans les quartiers de KAMENGE, GASSENZI et CHITOKI au moyen d'armes de guerre. Rappelons que dans sa déclaration de ce vendredi 22 avril 1994, le Gouvernement avait sommé tous les délinquants irréguliers d'armes à les déposer au plus tard le dimanche 24 avril 1994 à 18 heures, faute de quoi les forces de sécurité allaient user de tous les moyens pour les désarmer.

A la surprise du Gouvernement et de toutes les institutions qui gèrent la crise burundaise, une seule institution, à savoir le Président a.s. de la République, vient d'annoncer que le Gouvernement a ordonné une prolongation du délai de l'ultimatum.

Il s'ajoute à cela que dans le même temps, il s'est improvisé des «négociations» obscures en marge de travaux officiels du désarmement. Dans ces négociations, des bandes armées sont représentées par le représentant légal du FRODEBU à KAMENGE. Pendant ce temps, de hautes personnalités civiles et militaires sont inquiétées par le Pouvoir Général de la République sous prétexte qu'ils ont fomenté un coup d'Etat.

Pour ces raisons, les partis politiques:

- 1) Dénoncent les manœuvres politiciennes du FRODEBU et de ses bandes armées qui refusent la paix au peuple burundais;
- 2) Demandent au public de s'interroger et de se poser la question de savoir à qui profiterait le coup d'Etat dans l'immédiat; le public saura alors qui organise le coup d'Etat en plein désarmement de KAMENGE, KINAMA et CHITOKI;
- 3) Demandent à la population de Bujumbura de garder le peu qui leur reste du calme légendaire, surtout tant que les forces de l'ordre se concentreront aux opérations de désarmement;
- 4) Demandent à l'Etat d'observer et de s'interroger pourquoi les étrangers généralement professionnels du renseignement, sont-ils en train de piler bagage, ne se doutent-ils pas de ce que le surmouvement de la population peut entraîner au regard de ce qui s'est passé au Rwanda;
- 5) Quel est le travail du Gouvernement KANYENKIKO qui ne sait plus qui «négocie» avec qui et pourquoi?
- 6) Pourquoi vouloir décapiter l'opposition comme au Rwanda, mais juste avant de déclencher la dernière phase du génocide de la minorité?
- 7) Que le public s'interroge: le Pouvoir FRODEBU gère l'armée nationale et compte les bandes armées de criminels qu'il a lui-même constituées. Laquelle des deux forces aidera-t-il pour qu'elle ait le dessus sur l'autre?
- 8) Pourquoi le coup d'Etat est-il annoncé par RFI plus de 10 heures avant la sortie du seul camion de 9 militaires qui ont été faits le coup d'Etat? Pourquoi l'opinion internationale est-elle trompée par les radio internationales pour dire qu'il y a division de l'armée? Qui intoxique, qui défame et pour quels buts? Ces questions seront un jour posées à Monsieur Gérard MURANZIMA correspondant de RFI et Directeur de la Radio; ce personnage portera vraisemblablement la responsabilité de la désinformation qui s'opère au grand jour.
- 9) Dans le point 17 du tract diffusé par ces bandes armées, il était spécifié que BIKOMAGU a tenu une réunion à l'Etat-Major avec pour objet de «proposer un jeune Capitaine de l'armée à la tête du pays». Raison de plus pour y voir la main du FRODEBU dans l'intoxication et la préparation de ce faux coup d'Etat.
- 10) En conclusion, le Collectif des Partis Politiques de l'Opposition exige que le haut Commandement des Forces Armées applique, sans tergiverser et sans délai l'opération de désarmement conformément aux instructions du Gouvernement qui datent déjà du 22 avril 1994. Dans le cas contraire, le Collectif des Partis Politiques de l'Opposition ne se sentira plus lié par les accords de KIGOME et de KAJAGA et le Pouvoir FRODEBU répondra du sang des innocents qui tomberont sous les balles de ces bandes armées.

Fait à Bujumbura, le 26 avril 1994

POUR LE COLLECTIF DES PARTIS POLITIQUES D'OPPOSITION

INKINZO
RAPHIS
NYANGOMA

Le Citoyen n°30 du 3 Mai 1994

Suite en page 4